

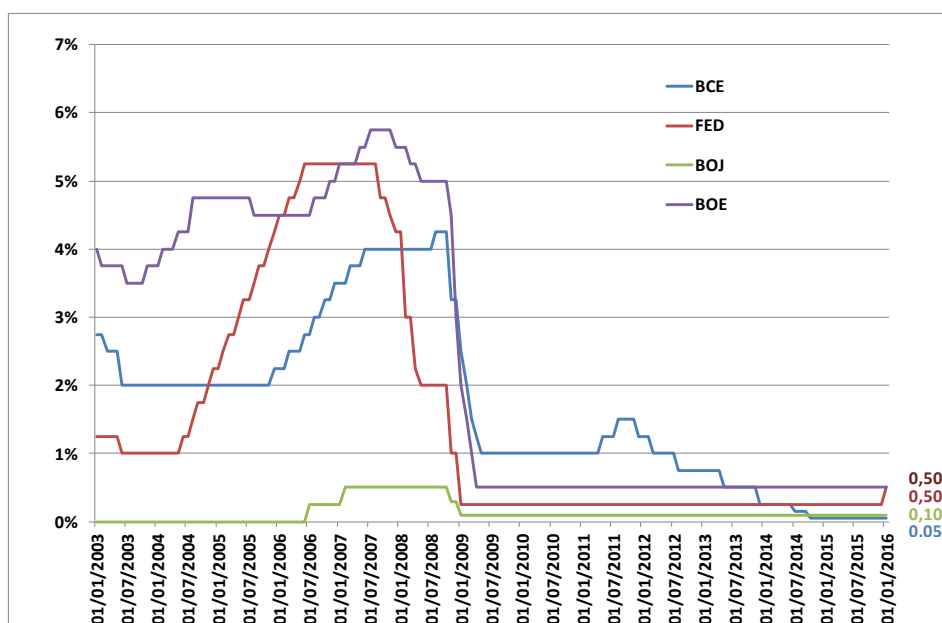
## 1 - Actualité nationale et internationale

### BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 janvier 2016

Lors de sa réunion du 21 janvier 2016, le Conseil des gouverneurs a décidé de laisser les taux inchangés. En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, le Conseil a déclaré : « (...) les évolutions concernant l'économie réelle, la distribution du crédit et les conditions financières se sont améliorées et ont renforcé la capacité de résistance de la zone euro aux chocs économiques observés récemment au niveau mondial. Les décisions que nous avons prises début décembre, de poursuivre nos achats mensuels nets d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros au moins jusque fin mars 2017 et de réinvestir les remboursements au titre du principal sur les titres venant à échéance aussi longtemps que nécessaire, étaient totalement adéquates. Elles se traduiront par un apport significatif de liquidités au secteur bancaire et consolideront notre stratégie consistant à fournir des indications sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs (forward guidance). Cela étant, en ce début d'année, les risques à la baisse se sont à nouveau accentués dans un contexte d'incertitudes accrues liées aux perspectives de croissance des économies de marché émergentes, à la volatilité des marchés financiers et des matières premières et aux développements géopolitiques. Dans cet environnement, la dynamique de l'inflation demeure en outre plus faible que prévu. Il conviendra donc de réexaminer, et éventuellement de reconsidérer, l'orientation de notre politique monétaire lors de notre prochaine réunion, début mars lorsque les nouvelles projections macroéconomiques établies par les services de la BCE, qui couvriront également 2018, seront disponibles. Parallèlement, nos travaux doivent nous permettre de garantir que toutes les conditions techniques seront en place pour que l'ensemble des options de politique monétaire puissent être mises en œuvre, si nécessaire. »

La déclaration complète : [https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/cp-bce-declaration-introductive-janvier-2016.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/cp-bce-declaration-introductive-janvier-2016.pdf)

Taux directeurs des principales banques centrales



## Chômage

### Diminution du chômage en France

Fin novembre 2015, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 574 800. Il diminue de 0,4 % sur un mois (soit -15 000 personnes) et augmente de 2,5 % sur un an. En novembre 2015, ce nombre baisse de 1,1 % pour les moins de 25 ans (-4,5 % sur un an), de 0,5 % pour les 25-49 ans (+2,1 % sur un an) et augmente de 0,2 % pour les 50 ans ou plus (+8,4 % sur un an).

### La baisse du chômage continue en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,5 % en novembre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,6 % enregistré en octobre 2015 et à celui de 11,5 % de novembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis octobre 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,1 % en novembre 2015, en baisse par rapport au taux de 9,2 % enregistré en octobre 2015 et à celui de 10,0 % de novembre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis juillet 2009. Eurostat estime qu'en novembre 2015, 22,159 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,924 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 179 000 dans l'UE28 et de 130 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2014, le chômage a baissé de 2,146 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,573 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,6 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (24,6 % en septembre 2015) et en Espagne (21,4 %).

## Inflation

### France : redressement de l'IPC

En décembre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) se redresse, augmentant de 0,2 % après une baisse équivalente en novembre. Corrigé des variations saisonnières, il est inchangé sur un mois, après -0,1 % en novembre. Sur un an, les prix à la consommation croissent de 0,2 %, après une stabilité en novembre.

### Stabilité de l'inflation dans la zone euro en décembre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en décembre 2015, stable par rapport au mois de novembre, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation dans la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en décembre (1,2 %, comparé à 1,5 % en novembre), suivis par les services (1,1 %, comparé à 1,2 % en novembre), les biens industriels non énergétiques (0,5 %, stable par rapport à novembre) et l'énergie (-5,9 %, comparé à -7,3 % en novembre).

## Banque de France

### Rue de la Banque N° 16 : Commerce international, salaires et négociation collective

Le commerce international favorise les exportations mais permet aussi la substitution d'importations à la production intérieure. À partir de données d'entreprises françaises, ce Rue de la Banque étudie l'impact du commerce extérieur sur les salaires et le rôle des accords salariaux. Une hausse des exportations et des importations a un effet positif sur le salaire moyen mais, pour les exportations, le gain salarial est le même pour toutes les catégories de salariés, alors que pour les importations, l'effet est plus fort pour les cadres. Les accords d'entreprise sont systématiquement associés à des gains salariaux croissant avec le niveau des exportations et importations. Cependant, les accords salariaux ne réduisent que faiblement les inégalités salariales induites par les importations.

[https://www.banque-france.fr/uploads/tx\\_bdfgrandesdates/RDB-rue-de-la-banque-16.pdf](https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-rue-de-la-banque-16.pdf)

## Actualité législative

Décret n° 2015-1921 du 29 décembre 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2014-471 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie de dispositions du livre IV du code de commerce relevant de la compétence de l'Etat en matière de pouvoirs d'enquête, de voies de recours, de sanctions et d'infractions.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031741682&categorieLien=id>

## 2 – Actualité régionale

### Chine : la croissance au plus bas depuis 25 ans

Le bureau national de statistiques à Pékin a annoncé qu'en 2015, le PIB chinois a progressé de 6,9%, après 7,3 % en 2014. Il s'agit de sa plus faible progression depuis 1990. L'objectif de croissance du PIB pour l'année 2015 est fixé à 7 %.

### Japon : mesures complémentaires d'achats d'actifs

A l'issue de sa réunion du 18 décembre, la banque centrale du Japon (BoJ) a annoncé un nouveau plan de rachat de fonds cotés en Bourse (ETF) d'un montant de 300 milliards de yens. Ce plan vise à soutenir les entreprises « *investissant de manière proactive dans le capital physique et humain* », en complément des mesures d'assouplissement quantitatif et qualitatif instaurées en avril 2013. La BoJ a parallèlement annoncé l'extension à 7-12 ans de la maturité des obligations d'Etat concernées par le programme de rachat d'actifs (contre 7-10 ans auparavant).

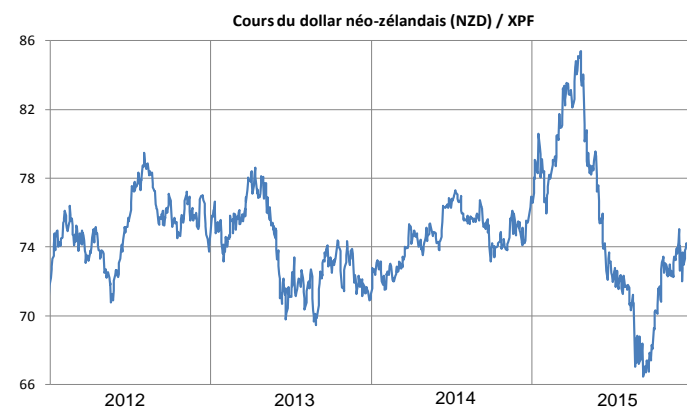
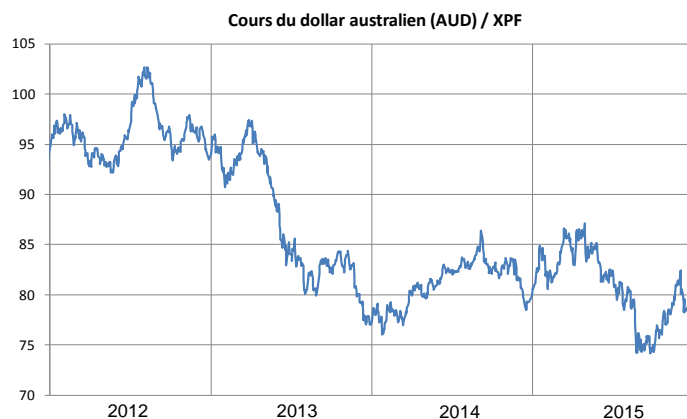
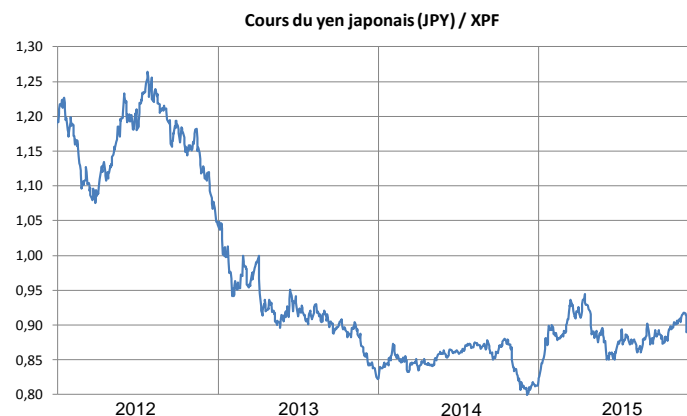
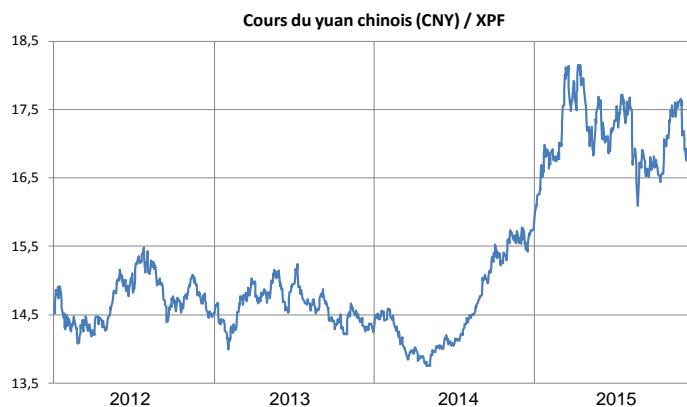
### Australie : accélération de la croissance

L'économie australienne a enregistré une croissance du PIB de 0,9 % au troisième trimestre, après +0,3 % au deuxième trimestre, portée par la hausse des exportations dans l'industrie minière et par les dépenses de consommation des ménages. Sur un an, le PIB a progressé de 2,5 %. Par ailleurs, le marché du travail s'améliore : le taux de chômage est descendu à 5,9 % en octobre contre 6,2 % en septembre. Dans ce contexte, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> décembre 2015, son taux directeur inchangé à 2 %.

### Nouvelle-Zélande : stagnation des prix sur un an

L'indice des prix à la consommation est resté stable sur un an à la fin décembre 2015 (+0,1 %), porté à la baisse par les prix des produits pétroliers (-8,1 % sur un an).

Dans ce contexte, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ), qui maintient une cible d'inflation de 1 % à 3 %, a annoncé lors de sa dernière réunion du 10 décembre 2015 une baisse d'un quart de point de son taux directeur, le ramenant ainsi à 2,5 %, son plus bas historique.



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Avenir institutionnel : missions sur la citoyenneté/nationalité et les relations extérieures

MM. Christnacht, Merle et Lombrière étaient en Nouvelle-Calédonie jusqu'au 18 décembre 2015 dans le cadre des 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> ateliers de réflexion sur l'avenir institutionnel du territoire. Les entretiens menés par la mission ont visé à formuler les enjeux attachés aux notions de citoyenneté et de nationalité ainsi qu'aux relations extérieures en vue de la consultation sur l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté.

### Finances publiques : adoption des budgets primitifs 2016 des collectivités

Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 29 décembre 2015 le budget primitif de la Nouvelle-Calédonie pour 2016. Suivant les préconisations de la Chambre Territoriale des Comptes, celui-ci a été pour la première fois décomposé en trois budgets distincts. Le budget primitif propre est arrêté à 74,8 milliards de F CFP, dont 41,9 milliards en section de fonctionnement et 32,9 milliards en section d'investissement. Les budgets annexe de répartition et de reversement sont fixés à 124,8 milliards de F CFP et 62,5 milliards de F CFP respectivement.

Les provinces ont également adopté mi-décembre leurs budgets primitifs pour 2016 :

en milliards de F CFP	Global	Investissement	Fonctionnement
Province Sud	59,7	11,5	48,2
Province Nord	36,9	11,2	25,8
Province des Îles	16,5	2,8	13,7

### Nickel : nouvelles autorisations d'exporter

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a accordé lors de sa réunion du 15 décembre deux autorisations supplémentaires d'exportation de minerai de nickel (cf. lettre mensuelle du mois de novembre 2015). La société Maï Kouaoua Mines pourra ainsi exporter des saprolites vers le Japon jusqu'en 2025 (225 000 tonnes humides par an), et des latérites vers l'Australie jusqu'au 31 mars 2016 (120 000 tonnes humides par an).

### Agriculture : production de letchis en baisse

La production de letchis s'inscrit en baisse cette année. La Direction des affaires vétérinaires, alimentaires et rurales (DAVAR) met en cause, dans son bulletin de novembre, « un climat moins propice [...] plutôt sec, particulièrement sur la côte Ouest ».

### BTP : livraison des bâtiments du « Médipôle »

Les bâtiments du nouveau centre hospitalier « Médipôle » ont été livrés au Centre Hospitalier Territorial de Nouvelle-Calédonie (CHT) le 8 janvier 2016. Les travaux ont duré quatre ans sur la presqu'île de Koutio pour un investissement de près de 60 milliards de F CFP. L'ouverture du site au public est prévue pour décembre 2016.

### Transport aérien : accord avec la Nouvelle-Zélande

Un accord sur le transport aérien a été signé entre les autorités néo-calédoniennes et néo-zélandaises à Wellington le 9 novembre 2015. Celui-ci prévoit, après adoption par le Congrès, de faire passer le nombre de liaisons hebdomadaires entre la Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Zélande de 2 à 4, puis 5 à partir de mars 2018, et de rehausser les capacités d'accueil à 350 sièges contre 300 actuellement. Aircalin pourra opérer vers toutes les destinations en Nouvelle-Zélande (y compris tous les points intermédiaires et au-delà), contre uniquement Auckland et Christchurch actuellement ; Air New Zealand pourra en faire de même en Nouvelle-Calédonie (y compris tous les points intermédiaires et au-delà).

### Entreprises : nouvelles formalités RCS

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les formalités d'inscription, de modification et de radiation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS), pour toute entreprise quel que soit son statut juridique, devront être déposées auprès du Centre de formalités de la Chambre consulaire dont elle dépend (CCI, CMA, CANC). Ce changement s'inscrit dans le cadre du transfert de compétence et de gestion du RCS de l'Etat à la NC depuis le 1<sup>er</sup> mars 2015.

\*\*\*\*\*

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

- [Rapport annuel 2014 de la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie](#) – Janvier 2016

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

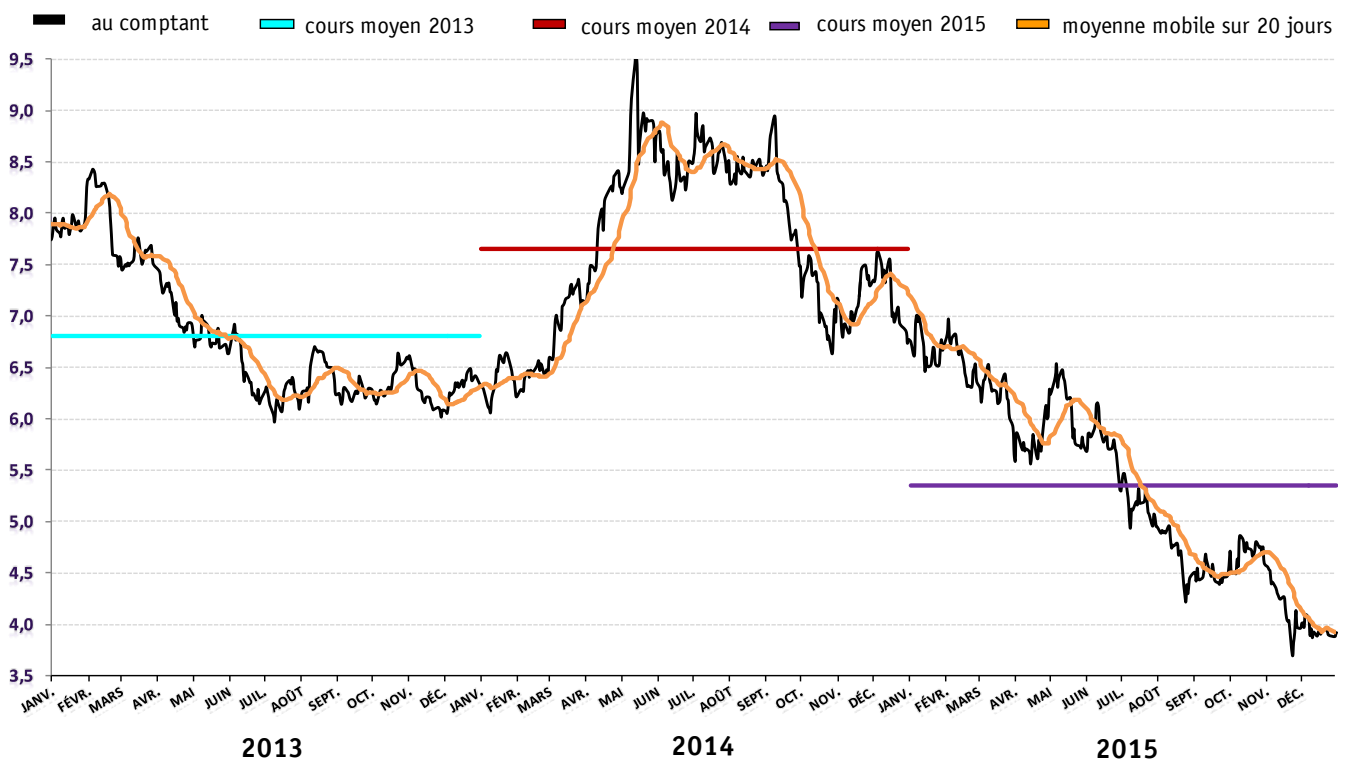
Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-calédonie/abonnement-aux-publications-58/> Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne.

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-15	106,32	0,1%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		oct.-15	7 020	-2,8%	5,4%
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-15	10 215	-19,5%	-19,6%
	cumulées	oct.-15	115 179	-	-2,8%
Importations	mensuelles	déc.-15	24 537	-0,8%	-11,4%
	cumulées	déc.-15	291 618	-	-2,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-15	3,94	-5,9%	-45,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-15	432	-7,3%	-38,2%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-15	582	37,6%	7,7%
	cumulées	oct.-15	4 024	-	-3,7%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	oct.-15	7 675	-19,7%	25,6%
	cumulées	oct.-15	77 237	-	19,9%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-15	10 526	-2,9%	-0,7%
	cumulés	nov.-15	101 138	-	6,9%
• Croisiéristes	cumulés	sept.-15	281 302	-	2,2%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	nov.-15	9 886	-6,9%	16,8%
	cumulées	nov.-15	106 870	-	8,5%
• Index BT 21		déc.-15	101,85	-0,1%	0,4%
• IRL (p)		déc.-15	120,25	0,0%	0,3%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-15	0	-	-
	cumulées	oct.-15	638	-	-31,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-15	0	-	-
	cumulées	oct.-15	1 010	-	-27,4%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-15	477	2,6%	-23,9%
	cumulées	déc.-15	6 068	-	-6,2%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 236	17 490	20 699	7,7%	18,3%
Dépôts à vue	280 834	313 557	349 891	11,7%	11,6%
<b>Total M1</b>	<b>297 070</b>	<b>331 047</b>	<b>370 590</b>	<b>11,4%</b>	<b>11,9%</b>
M2-M1	110 814	116 586	119 390	5,2%	2,4%
<b>Total M3</b>	<b>606 051</b>	<b>626 331</b>	<b>660 746</b>	<b>3,3%</b>	<b>5,5%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-13	sept.-14	sept.-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	455 772	438 017	469 309	-3,9%	7,1%
Ménages	407 821	416 736	428 332	2,2%	2,8%
Collectivités locales	67 920	84 976	99 045	25,1%	16,6%
Autres agents	17 054	14 546	18 207	-14,7%	25,2%
<b>Total encours sain</b>	<b>948 567</b>	<b>954 275</b>	<b>1 014 893</b>	<b>0,6%</b>	<b>6,4%</b>
Créances douteuses brutes	21 174	29 210	30 790	38,0%	5,4%
<b>Total encours brut</b>	<b>969 740</b>	<b>983 486</b>	<b>1 045 684</b>	<b>1,4%</b>	<b>6,3%</b>

### Interdits bancaires

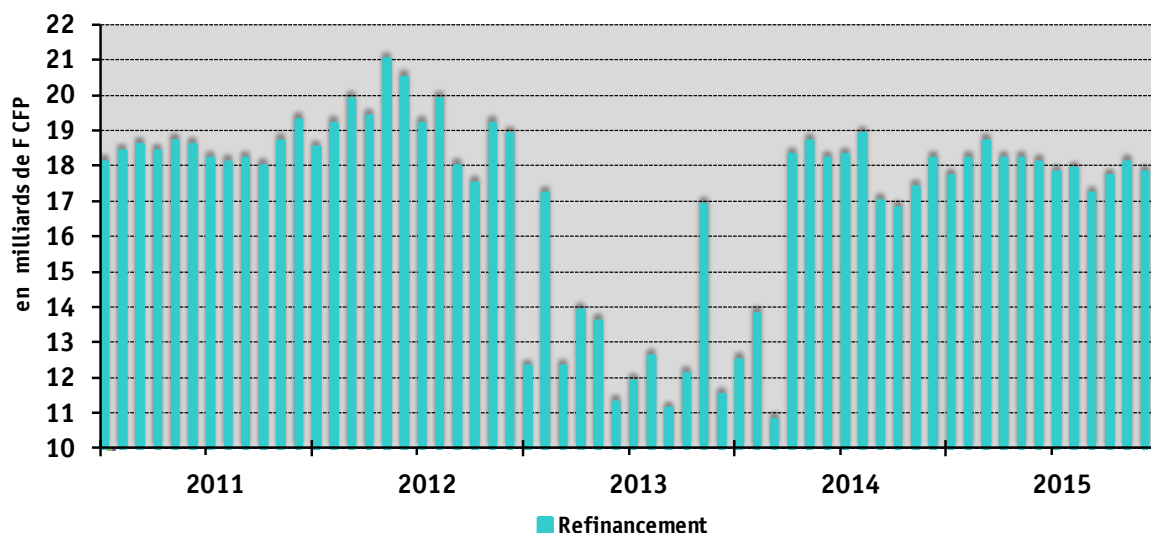
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-15	7 738	-0,8%	1,1%
	dont personnes physiques	déc.-15	6 816	-0,7%	0,6%
	dont personnes morales	déc.-15	922	-1,1%	5,3%

### Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	déc.-15	18 473	0,7%	6,7%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc.-15	6 426	1,5%	12,0%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-15	17,8	-2,0%	-2,6%





## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	déc	105,6	106,3	0,7%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	déc	56 770	58 876	3,7%
dont entreprises sans salarié	déc	50 303	52 605	4,6%
créations d'entreprises (p)	sept	2 597	2 653	2,2%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 618	2 398	-8,4%
liquidations judiciaires	sept	63	59	-6,3%
redressements judiciaires	sept	46	36	-21,7%
personnes morales en interdiction bancaire	déc	876	922	5,3%
ventes de ciment (tonnes)	nov	98 473	106 870	8,5%
dont ciment local (tonnes)	nov	98 450	104 973	6,6%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc	35 786	38 899	8,7%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc	8 239	6 416	-22,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	déc	3 631	3 118	-14,1%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	sept	91 862	91 771	-0,1%
dont secteur privé	sept	65 850	65 557	-0,4%
dont secteur public	sept	26 012	26 214	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	oct	6 661	7 020	5,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	oct	7 232	7 247	0,2%
chômeurs indemnisés	nov	2 255	2 356	4,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	déc	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	déc	6 777	6 816	0,6%
décisions retraits cartes bancaires	déc	2 951	2 448	-17,0%
incidents paiements sur chèques	déc	28 178	25 097	-10,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	déc	6 469	6 068	-6,2%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	déc	15 263	15 445	1,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 675	37 746	5,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 141	16 968	-1,0%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	nov	94 654	101 138	6,9%
nombre de croisiéristes	sept	275 256	281 302	2,2%
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	7,65	5,36	-29,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	7,22	3,94	-45,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	4 179	4 024	-3,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	18 789	18 001	-4,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	64 392	77 237	19,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	89 887	84 240	-6,3%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	927	638	-31,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 391	1 010	-27,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	110 067	103 251	-6,2%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	92,8%	89,6%	-3,2 pts
total des importations (M FCFP)	déc	299 225	291 618	-2,5%
total des exportations (M FCFP)	oct	118 556	115 179	-2,8%
taux de couverture	oct	39,62%	39,50%	-0,1 pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	49 671	51 136	2,9%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue	déc	313 557	349 891	11,6%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	déc	331 047	370 590	11,9%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	déc	447 633	489 980	9,5%
Dépôts à terme	déc	178 698	170 766	-4,4%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	déc	626 331	660 746	5,5%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	déc	4 245	5 009	18,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	3,88%	3,14%	-0,7 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	3,97%	3,66%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,47%	3,08%	-0,4 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	6,60%	6,18%	-0,4 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondus	sept	983 486	1 045 684	6,3%
Ménages	sept	416 736	428 332	2,8%
dont crédits à la consommation	sept	73 656	73 620	0,0%
dont crédits à l'habitat	sept	337 144	349 280	3,6%
Entreprises	sept	438 017	469 309	7,1%
dont crédits d'exploitation	sept	73 131	79 746	9,0%
dont crédits d'investissement	sept	233 120	245 113	5,1%
dont crédits à la construction	sept	117 441	132 085	12,5%
Collectivités locales	sept	84 976	99 045	16,6%
dont d'investissement	sept	82 811	96 641	16,7%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	14 546	18 207	25,2%
créances douteuses brutes	sept	29 210	30 790	5,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	3,0%	2,9%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	sept	711 157	752 913	5,9%
Ménages	sept	386 109	391 181	1,3%
Sociétés	sept	219 247	251 669	14,8%
Autres agents	sept	105 801	110 063	4,0%
dont assurances-vie	sept	111 213	114 754	3,2%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DIITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,30%	09/12/2015
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux	date d'effet
	31/12/2015	30/11/2015	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%	15/10/2001
EONIA	-0,1270%	-0,1270%	+ 0,000 pt					
EURIBOR 1 mois	-0,2050%	-0,1610%	- 0,044 pt					
EURIBOR 3 mois	-0,1310%	-0,1140%	- 0,017 pt					
EURIBOR 6 mois	-0,0430%	-0,0430%	+ 0,000 pt					
EURIBOR 12 mois	0,0600%	0,0480%	+ 0,012 pt					
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal premier sem. 2016			taux	JORF
	déc.-15	nov.-15	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,54%	27/12/2015
TMO	1,1700%	1,1000%	+ 0,070 pt	autres cas			1,01%	
TME	0,9700%	0,9000%	+ 0,070 pt	Définitions				
				EONIA: Euro OverNight Index Average				
				EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate				
				TMO : taux moyen des obligations publiques				
				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme				

taux des euro-monnaies	USD			JPY			GBP		
	30/12/2015	30/11/2015	30/10/2015	30/12/2015	30/11/2015	30/10/2015	30/12/2015	30/11/2015	30/10/2015
taux JJ	0,410%	0,225%	0,200%	nd	nd	nd	0,480%	0,450%	0,420%
3 mois	0,755%	0,895%	0,630%	nd	nd	nd	0,665%	1,020%	0,810%
10 ans emprunts phares	2,300%	2,216%	nd	0,270%	0,305%	nd	1,970%	1,817%	nd

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>7,27%</b>
Prêts à taux fixe	<b>3,96%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>2,83%</b>
Prêts à taux variable	<b>3,64%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>3,36%</b>
Prêts-relais	<b>4,25%</b>	Découverts en compte	<b>13,43%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>2,56%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>19,99%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>13,25%</b>	Découverts en compte	<b>13,43%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>7,61%</b>		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	109,6094	1 NZD/XPF	74,9430	1 HKD/XPF	14,1429	1 GBP/XPF	162,5995	
100 JPY/XPF	91,0443	1 AUD/XPF	80,1045	1 SGD/XPF	77,4027	100 VUV/XPF	100,2524	1 FJD/XPF	51,1604